

Vu l'avis du Comité de gestion de l'office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'avis de la Commission consultative de recrutement sélectifs;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 28 septembre 1984;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 28 septembre 1984;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est créé, pour une durée d'un an, au sein de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, un cadre temporaire de 25 emplois, afin de permettre à l'organisme de faire face aux tâches qui lui incombent pour l'application de la législation en matière d'allocations familiales aux personnes occupées en vertu des dispositions relatives au cadre spécial temporaire ou au troisième circuit de travail.

Ces emplois sont répartis comme suit :

| | |
|-----------------------------|----|
| Secrétaire d'administration | 2 |
| Rédacteur | 16 |
| Commis | 7 |

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 janvier 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

F. 85 — 151

24 JANVIER 1985. — Arrêté royal portant exécution de l'arrêté n° 281 du 31 mars 1984 portant certaines modifications temporaires au régime de liaison à l'indice des prix de la consommation du Royaume de certaines prestations de sécurité sociale et dépenses du secteur public et accordant une prime de rattrapage à certains bénéficiaires de prestations sociales

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1984 portant certaines modifications temporaires au régime de liaison à l'indice des prix de la consommation du Royaume de certaines prestations de sécurité sociale et dépenses du secteur public et accordant une prime de rattrapage à certains bénéficiaires de prestations sociales, notamment l'article 4;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 54;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les institutions qui payeront d'office cette prime, doivent pouvoir prendre d'urgence toute mesure afin de connaître à temps les bénéficiaires de cette prime de rattrapage;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van advyies van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor Selectieve wer-vingen;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven of 28 september 1984;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 28 september 1984;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers wordt, voor de duur van één jaar, een tijdelijk kader van 25 betrekkingen opgericht, opdat de instelling de haar opgelegde taken zou kunnen vervullen, in verband met de toepassing van de wetgeving betreffende de kinderbijslag op de personen tewerkgesteld krachtens de bepalingen inzake het bijzonder tijdelijk kader of het derde arbeidscircuit.

Deze betrekkingen zijn de volgende :

| | |
|--------------------|----|
| Bestuurssecretaris | 2 |
| Opsteller | 16 |
| Klerke | 7 |

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

N. 85 — 151

24 JANUARI 1985. — Koninklijk besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1984 houdende bepaalde tijdelijke wijzigingen in de regeling inzake de koppeling van sommige sociale uitkeringen van de maatschappelijke zekerheid en uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk, en tot toekenning van een inhaalpremie aan sommige gerechtigden op sociale uitkeringen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1984 houdende bepaalde tijdelijke wijzigingen in de regeling inzake de koppeling van sommige sociale uitkeringen van de maatschappelijke zekerheid en uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk, en tot toekenning van een inhaalpremie aan sommige gerechtigden op sociale uitkeringen inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voor- zorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 54;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de instellingen, die deze premie ambtshalve zullen uitbetalen, onverwijld de nodige voorbereidingen moeten kunnen treffen ten einde tijdig de gerechtigden op deze inhaalpremie te kennen;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier

La prime de rattrapage à certains pensionnés

Article 1er. § 1er. Le pensionné qui ne bénéficie pas d'un revenu garanti aux personnes âgées ou d'un avantage complémentaire de handicapé et qui peut prétendre à l'intervention majorée en vertu de l'arrêté royal du 1er avril 1981 fixant le montant annuel des revenus visés à l'article 25, §§ 1er, 2 et 3 et portant exécution de l'article 33, § 5, alinéa 3 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, a droit, dans les conditions fixées au présent article, à une prime de rattrapage.

§ 2. Cette prime est octroyée au pensionné qui, pour le mois de mars 1985, bénéficie, à charge de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés ou de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, d'une pension autre qu'inconditionnelle ayant pris cours avant le 1er janvier 1984 ou d'une pension de survie du chef de son conjoint décédé qui bénéficiait d'une pension de retraite ayant pris cours avant le 1er janvier 1984.

§ 3. Cette prime est égale à :

a) 3 000 F s'il s'agit d'un bénéficiaire dont le conjoint a cessé toute activité professionnelle, sauf celle autorisée par le Roi, et ne jouit pas d'une pension de retraite ou de survie ou d'un avantage en tenant lieu ou d'une des indemnités ou allocations, visées à l'article 25 de l'arrêté royal n° 50 du 21 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

b) 2 000 F s'il s'agit d'un autre bénéficiaire.

§ 4. Cette prime ne peut être supérieure à 12 p.c. des pensions et des rentes indexées dues par la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie pour le mois de mars 1985. Elle est en outre limitée afin d'éviter de porter l'ensemble des pensions légales de vieillesse, de retraite, d'ancienneté, de survie ou de tout autre avantage tenant lieu de pareille pension ainsi que de tout avantage complétant les pensions visées ci-dessus alloué soit en vertu de dispositions légales, réglementaires ou statutaires, soit en vertu de dispositions découlant d'un contrat de travail, d'un règlement d'entreprise, d'une convention collective d'entreprise ou de secteur, au-delà d'un montant annuel de 306 000 F pour les bénéficiaires visés au § 3, a et de 204 000 F pour les bénéficiaires visés au § 3, b.

§ 5. Sans porter préjudice aux dispositions des précédents paragraphes, pour les époux séparés de fait ou de corps et de biens qui perçoivent la moitié de la pension accordée aux bénéficiaires cités au § 3, a, le maximum de la prime est de 1 500 F.

Art. 2. § 1er. Le pensionné qui ne bénéficie pas d'un revenu garanti aux personnes âgées ou d'un avantage complémentaire de handicapé et qui peut prétendre à l'intervention majorée conformément à l'arrêté royal du 1er avril 1981 précité ou à la section 2 de l'arrêté royal du 22 novembre 1965 relatif à certaines prestations de soins de santé attribuées à charge de l'Office de sécurité sociale d'Outre-mer, a droit dans les conditions fixées au présent article, à une prime de rattrapage.

§ 2. Cette prime est octroyée au pensionné qui pour le mois de mars 1985, bénéficie, à charge de l'Office de sécurité sociale d'Outre-mer et en vertu de la loi du 16 juin 1960 plaçant sous le contrôle et la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci, ou en vertu de la loi du 17 juillet 1963 concernant la sécurité sociale d'Outre-mer, d'une pension ayant pris cours avant le 1er janvier 1984 ou d'une pension de survie du chef de son conjoint qui bénéficiait d'une pension de retraite ayant pris cours avant le 1er janvier 1984.

§ 3. Cette prime est égale à 3 000 F s'il s'agit d'un bénéficiaire visé à l'article 1er, § 3, a, et à 2 000 F s'il s'agit d'un autre bénéficiaire.

§ 4. Cette prime ne peut être supérieure à 12 p.c. des pensions dues par l'Office de sécurité sociale d'Outre-mer pour le mois de mars 1985. Elle est en outre limitée afin d'éviter de porter l'ensemble des pensions légales de vieillesse, de retraite, d'ancienneté, de survie ou de tout autre avantage tenant lieu de pareille pension ainsi que de tout avantage complétant les pensions visées ci-dessus alloué

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Middenstand, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

De inhaalpremie aan sommige gepensioneerden

Artikel 1. § 1. De gepensioneerde die geen gewaarborgd inkomen voor bejaarden of aanvullend voordeel voor minder-validen geniet en die aanspraak kan maken op de verhoogde tussenkomst overeenkomstig het koninklijk besluit van 1 april 1981 ter bepaling van het jaarbedrag van de inkomsten welke bedoeld zijn in artikel 25, §§ 1, 2 en 3, en tot uitvoering van artikel 33, § 5, derde lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, heeft onder de in dit artikel bepaalde voorwaarden recht op een inhaalpremie.

§ 2. Die premie wordt toegekend aan de gepensioneerde die, voor de maand maart 1985, ten laste van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen of van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen een pensioen geniet, ander dan onvoorwaardelijk, dat ingegaan is vóór 1 januari 1984 of een overlevingspensioen uit hoofde van zijn overleden echtgenoot die een rustpensioen genoot dat ingegaan was vóór 1 januari 1984.

§ 3. Die premie is gelijk aan :

a) 3 000 F indien het een gerechtigde betreft van wie de echtgenoot ieder beroepsbezigheid, uitgezonderd die welke door de Koning is toegelaten, gestaakt heeft en geen rust- of overlevingspensioen of een als dusdanig geldend voordeel, en geen der in artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 van 21 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, beoogde vergoedingen of uitkeringen geniet;

b) 2 000 F indien het een andere gerechtigde betreft.

§ 4. Die premie mag niet groter zijn dan 12 pct. van de door de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen voor de maand maart 1985 verschuldigde pensioenen en geïndexeerde renten. Zij wordt daarenboven beperkt om te vermijden dat het geheel van de wettelijke ouderdoms-, rust-, anciënniteits- en overlevingspensioenen of van ieder ander als dergelijk pensioen geldend voordeel, evenals van ieder voordeel dat de hiervoor beoogde pensioenen aanvult en toegekend is hetzij krachtens wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen, hetzij krachtens bepalingen voortvloeiend uit een arbeidscontract, een ondernemingsreglement of een collectieve ondernemings- of sectoriële overeenkomst, een jaarbedrag van 306 000 F voor de in § 3, a, beoogde gerechtigden en van 204 000 F voor de in § 3, b, beoogde gerechtigden zou overtreffen.

§ 5. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de voorgaande paragrafen wordt de maximumpremie op 1 500 F vastgesteld voor de feitelijk of van tafel en bed gescheiden echtgenoten die de helft van het pensioen toegekend aan de in § 3, a, genoemde gerechtigden ontvangen.

Art. 2. § 1. De gepensioneerde die geen gewaarborgd inkomen voor bejaarden of aanvullend voordeel voor minder-validen geniet en die aanspraak kan maken op de verhoogde tussenkomst overeenkomstig het voornoemde koninklijk besluit van 1 april 1981 of krachtens afdeling 2, van het koninklijk besluit van 22 november 1965 betreffende sommige uitkeringen voor gemeenschappelijke verzorging ten bezware van de Dienst voor overzeese sociale zekerheid, heeft onder de in dit artikel bepaalde voorwaarden recht op een inhaalpremie.

§ 2. Die premie wordt toegekend aan de gepensioneerde die, voor de maand maart 1985, ten laste van de Dienst voor overzeese sociale zekerheid en krachtens de wet van 16 juni 1960 dat de organismen belast met het beheer van de sociale zekerheid van de werknemers van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi onder de controle en de waarborg van de Belgische Staat plaatst, en dat waarborg draagt door de Belgische Staat van de maatschappelijke prestaties ten gunste van deze werknemers verzekerd, of krachtens de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, een pensioen geniet dat ingegaan is vóór 1 januari 1984 of een overlevingspensioen uit hoofde van zijn overleden echtgenoot die een rustpensioen genoot dat ingegaan was vóór 1 januari 1984.

§ 3. Die premie is gelijk aan 3 000 F indien het een gerechtigde betreft beoogd in artikel 1, § 3, a, en 2 000 F indien het een andere gerechtigde betreft.

§ 4. Die premie mag niet groter zijn dan 12 pct. van de door de Dienst voor overzeese sociale zekerheid voor de maand maart 1985 verschuldigde pensioenen. Zij wordt daarenboven beperkt om te vermijden dat het geheel van de wettelijke ouderdoms-, rust-, anciënniteits- en overlevingspensioenen of van ieder ander als dergelijk pensioen geldend voordeel, evenals van ieder voordeel dat de

soit en vertu de dispositions légales, réglementaires ou statutaires, soit en vertu de dispositions découlant d'un contrat de travail, d'un règlement d'entreprise, d'une convention collective d'entreprise ou de secteur, au-delà d'un montant annuel de 306 000 F pour les bénéficiaires visés à l'article 1er, § 3, a, et de 204 000 F pour les bénéficiaires visés à l'article 1er, § 3, b.

§ 5. Sans porter préjudice aux dispositions des paragraphes précédents, pour les époux séparés de fait ou de corps et de biens qui perçoivent la moitié de la pension accordée aux bénéficiaires cités à l'article 1er, § 3, a, le maximum de la prime est de 1 500 F.

Art. 3. Les montants de 306 000 F et de 204 000 F prévus à l'article 1er et à l'article 2 sont établis à l'indice 263,74.

La prime accordée en vertu du présent arrêté n'est pas prise en considération pour l'application des règles du cumul entre prestations sociales.

Art. 4. La prime est payée d'office par la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie aux bénéficiaires visés à l'article 1er et par l'Office de sécurité sociale d'Outre-mer aux bénéficiaires visés à l'article 2.

CHAPITRE II

La prime de rattrapage à certaines invalides

Art. 5. Il est accordé aux travailleurs salariés, indépendants ou marins naviguant sous pavillon belge, bénéficiaires au 1er janvier 1985 d'indemnités d'invalidité à charge de l'assurance-indemnités des travailleurs salariés, indépendants ou des marins naviguant sous pavillon belge, une prime de rattrapage dont le montant est égal à 3 000 F pour titulaires avec personnes à charge et à 2 000 F pour titulaires sans personnes à charge.

Le montant de cette prime ne peut cependant être supérieur au montant journalier de l'indemnité d'invalidité au 1er mars 1985 multiplié par 3,24. Le montant ne peut en outre être supérieur à la différence entre le montant de 306 000 F pour le titulaire qui est considéré comme travailleur ayant personne à charge ou de 204 000 F pour le titulaire qui est considéré comme travailleur n'ayant personne à charge et le montant journalier de l'indemnité d'invalidité au 1er mars 1985, multiplié par 313.

Art. 6. § 1er. Il est accordé aux mineurs, qui, au 1er janvier 1985 bénéficient d'une pension d'invalidité à charge du régime des pensions d'invalidité pour mineurs, une prime de rattrapage.

Cette prime est égale à :

a) 3 000 F s'il s'agit d'un bénéficiaire qui bénéficie d'une pension d'invalidité fixée en application de l'article 4, § 1er, 1^o et 2^o de l'arrêté royal du 19 novembre 1970 concernant les pensions d'invalidité pour mineurs.

b) 2 000 F s'il s'agit d'un autre bénéficiaire.

§ 2. Toutefois, le montant de cette prime ne peut être supérieur à 12 p.c. de la pension d'invalidité du mois de mars 1985 et ne peut en outre être supérieur à la différence entre le montant de 306 000 F pour le titulaire visé au § 1er, a, et de 204 000 F pour le titulaire visé au § 1er, b, et le montant annuel de la pension d'invalidité au 1er janvier 1985.

§ 3. Sans porter préjudice aux dispositions des paragraphes précédents, la prime est fixée à 1 000 F pour les époux séparés de fait ou de corps qui perçoivent un tiers de la pension accordée aux bénéficiaires visés au § 1er, a.

Art. 7. Pour pouvoir bénéficier de cette prime de rattrapage, les bénéficiaires visés aux articles 5 et 6, doivent, à la date du 1er janvier 1985, réunir les conditions relatives à l'intervention majorée fixées par l'arrêté royal du 1er avril 1981 précité.

En outre, les bénéficiaires visés à l'article 5 ne peuvent avoir bénéficié, au 30 avril 1984, des montants minima visés à l'article 227, § 2 de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 8. La prime de rattrapage est payée avec les indemnités dues pour le mois de mars 1985.

Art. 9. Pour l'application des dispositions relatives au financement de la prime de rattrapage, ladite prime est censée se rattacher au montant de l'indemnité d'invalidité au 1er mars 1985.

Art. 10. La prime de rattrapage visée par le présent arrêté ne peut être prise en considération pour l'application de l'arrêté royal du 1er avril 1981 précité ainsi que pour l'application des dispositions relatives à la qualité de travailleur ayant personne à charge ou de dispositions relatives au cumul.

hiervoor beoogde pensioenen aanvult en toegekend is hetzij krachtens wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen, hetzij krachtens bepalingen voortvloeiend uit een arbeidskontraakt, een ondernemingsreglement of een collectieve ondernemings- of sectoriële overeenkomst, een jaarbedrag van 306 000 F voor de in artikel 1, § 3, a, beoogde gerechtigden en van 204 000 F voor de in artikel 1, § 3, b, beoogde gerechtigden zou overtreffen.

§ 5. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de voorgaande paragrafen, wordt de maximumpremie op 1 500 F vastgesteld voor de feitelijk of van tafel en bed gescheiden echtgenoten die de helft van het pensioen toegekend aan de in § 3, a, genoemde gerechtigden ontvangen.

Art. 3. De in artikel 1 en artikel 2 voorziene bedragen van 306 000 F en van 204 000 F zijn vastgesteld aan index 263,74.

De krachtens dit besluit toegekende premie wordt niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de regels inzake cumulatie van sociale voordelen.

Art. 4. De premie wordt ambtshalve betaald door de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen aan de gerechtigden beoogd in artikel 1 en door de Dienst voor overzeese sociale zekerheid voor de gerechtigden beoogd in artikel 2.

HOOFDSTUK II

De inhaalpremie aan sommige invaliden

Art. 5. Aan de werknemers, zelfstandigen of zeevarenden onder Belgische vlag, die op 1 januari 1985 invaliditeitsuitkeringen ten laste van de uitkeringsverzekering voor werknemers, zelfstandigen of zeevarenden onder Belgische vlag genieten, wordt een inhaalpremie toegekend waarvan het bedrag gelijk is aan 3 000 F voor gerechtigde met personen ten laste en 2 000 F voor gerechtigde zonder personen ten laste.

Het bedrag van die premie mag echter niet groter zijn dan het dagbedrag van de invaliditeitsuitkering op 1 maart 1985 vermenigvuldigd met 3,24. Het bedrag mag bovendien niet groter zijn dan het verschil tussen het bedrag van 306 000 F voor de gerechtigde die wordt beschouwd als iemand met gezinslast, of van 204 000 F voor de gerechtigde die wordt beschouwd als iemand zonder gezinslast en het dagbedrag van de invaliditeitsuitkering op 1 maart 1985, vermenigvuldigd met 313.

Art. 6. § 1. Aan de mijnwerkers die op 1 januari 1985 een invaliditeitspensioen voor mijnwerkers genieten ten laste van het stelsel van de invaliditeitspensioenen wordt een inhaalpremie toegekend.

Deze premie is gelijk aan :

a) 3 000 F indien het een gerechtigde betreft die een invaliditeitspensioen geniet vastgesteld bij toepassing van artikel 4, § 1, 1^o en 2^o van het koninklijk besluit van 19 november 1970 betreffende het invaliditeitspensioen voor mijnwerkers.

b) 2 000 F indien het een andere gerechtigde betreft.

§ 2. Het bedrag mag niet groter zijn dan 12 pct. van het invaliditeitspensioen voor de maand maart 1985 en mag bovendien niet groter zijn dan het verschil tussen het bedrag van 306 000 F voor de gerechtigde bedoeld bij § 1, a, en van 204 000 F voor de in § 1, b, beoogde gerechtigden en het jaarbedrag van het invaliditeitspensioen op 1 januari 1985.

§ 3. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de voorgaande paragrafen, wordt de premie op 1 000 F vastgesteld voor de feitelijk of van tafel en bed gescheiden echtgenoten die een derde van het pensioen toegekend aan de in § 1, a, genoemde gerechtigde ontvangen.

Art. 7. Om te kunnen genieten van deze inhaalpremie moeten de in de artikelen 5 en 6 bedoelde rechthebbenden op 1 januari 1985 voldoen aan de voorwaarden die inzake verhoogde tegemoetkoming zijn gesteld met het voornoemde koninklijk besluit van 1 april 1981.

Bovendien mogen de bij artikel 5 bedoelde rechthebbenden op 30 april 1984 niet hebben genoten van de minima die zijn bedoeld in artikel 227, § 2, van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 8. De inhaalpremie wordt uitbetaald samen met de uitkeringen die verschuldigd zijn over de maand maart 1985.

Art. 9. Voor de toepassing van de bepalingen inzake financiering van de inhaalpremie wordt deze premie geacht betrekking te hebben op het bedrag van de invaliditeitsuitkering op 1 maart 1985.

Art. 10. De in dit besluit bedoelde inhaalpremie mag niet in aanmerking genomen worden noch voor de toepassing van voornoemd koninklijk besluit van 1 april 1981, noch voor de toepassing van de bepalingen betreffende de hoedanigheid van gerechtigde met gezinslast of van de bepalingen in verband met de cumulatie.

CHAPITRE III

La prime de rattrapage à certains chômeurs

Art. 11. § 1er. Les chômeurs visés à l'article 160, § 1er, 1^o de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage qui, au 1er janvier 1985, ont bénéficié, sans interruption pendant plus d'un an, d'allocations de chômage ou d'attente, peuvent prétendre à une prime de rattrapage dont le montant est égal à 3 000 F.

§ 2. Les chômeurs visés à l'article 160, § 1er, 2^o du même arrêté du 20 décembre 1963 qui, au 1er janvier 1985, ont bénéficié sans interruption pendant plus d'un an d'allocations de chômage ou d'attente, peuvent prétendre à une prime de rattrapage dont le montant est égal à 2 000 F.

§ 3. Les jours indemnisés en application de la législation sur l'assurance maladie-invalidité et sur les vacances annuelles ne sont pas considérés comme interruption de la période d'un an de chômage visée aux paragraphes précédents.

§ 4. La prime de rattrapage visée aux paragraphes 1er et 2 n'est pas octroyée aux travailleurs visés à l'arrêté royal du 1er février 1984 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés, au chapitre III, section 2 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 et à l'arrêté royal du 19 septembre 1980 relatif au droit aux allocations de chômage et aux indemnités complémentaires de travailleurs frontaliers âgés licenciés ou qui sont mis en chômage complet.

§ 5. La prime de rattrapage est payée avec les indemnités dues pour le mois de mars 1985.

Elle ne peut dépasser 12 p.c. de ces indemnités.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont, chacun en ce qui le concerne, chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Le Ministre des Classes moyennes,
F. GROOTJANS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 85—152

3 JANVIER 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 novembre 1978 relatif à l'hygiène en cours de fabrication et lors du commerce des denrées alimentaires

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, notamment l'article 3, 3^o, a);

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1978 relatif à l'hygiène en cours de fabrication et lors du commerce des denrées alimentaires, notamment l'article 4;

HOOFDSTUK III

De inhaalpremie aan sommige werklozen

Art. 11. § 1. De werklozen bedoeld in artikel 160, § 1, 1^o van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, die op 1 januari 1985 gedurende meer dan 1 jaar ononderbroken werkloosheids- of wachtuitkeringen genoten hebben maken aanspraak op een inhaalpremie waarvan het bedrag gelijk is aan 3 000 F.

§ 2. De werklozen bedoeld in artikel 160, § 1, 2^o van hetzelfde besluit van 20 december 1963 die op 1 januari 1985 meer dan een jaar ononderbroken werkloosheids- of wachtuitkeringen genoten hebben, maken aanspraak op een inhaalpremie waarvan het bedrag gelijk is aan 2 000 F.

§ 3. De dagen vergoed in toepassing van de wetgeving op de ziekte- en invaliditeitsverzekering en op de jaarlijkse vakantie worden niet beschouwd als onderbreking van de periode van 1 jaar werkloosheid bedoeld in de vorige paragrafen.

§ 4. De inhaalpremie bedoeld in de eerste en tweede paragraaf wordt niet toegekend aan de werknemers bedoeld in het koninklijk besluit van 1 februari 1984 betreffende het recht op werkloosheidsuitkeringen van bejaarde werknemers, in hoofdstuk III, afdeling 2 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 en in het koninklijk besluit van 19 september 1980 betreffende het recht op werkloosheidsuitkeringen en op aanvullende vergoedingen van ontslagen bejaarde grensarbeiders of die volledig werkloos zijn gesteld.

§ 5. De inhaalpremie wordt uitbetaald samen met de uitkeringen die verschuldigd zijn voor de maand maart 1985.

Zij mag niet hoger zijn dan 12 pct. van deze uitkeringen.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

De Minister van Middenstand,
F. GROOTJANS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen
P. MAINIL

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 85 — 152

3 JANUARI 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 november 1978 betreffende de hygiëne bij de fabricage van en de handel in voedingsmiddelen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, inzonderheid op artikel 3, 3^o, a);

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1978 betreffende de hygiëne bij de fabricage en de handel in voedingsmiddelen, inzonderheid artikel 4;